

print

La grève générale et des manifestations massives font trembler le régime islamiste tunisien soutenu par les États-Unis

De [Barry Grey](#)

Global Research, février 11, 2013

Url de l'article:

<http://www.mondialisation.ca/la-greve-generale-et-des-manifestations-massives-font-trembler-le-regime-islamiste-tunisien-soutenu-par-les-etats-unis/5322642>

Des dizaines de milliers de Tunisiens ont manifesté vendredi pour commémorer la mort du politicien laïc d'opposition Chokri Belaid et demander le départ du gouvernement islamiste soutenu par les États-Unis.

Une grève générale d'une journée appelée par l'Union générale du travail de Tunisie (UGTT) a fermé des usines des banques des bureaux, des écoles et des commerces dans la capitale et d'autres villes et la compagnie aérienne publique Tunis Air a annulé tous ses vols. Mais les bus ont néanmoins continué à circuler.

C'était la première grève générale en Tunisie depuis 35 ans.

Belaid, 48 ans, membre dirigeant du mouvement libéral de gauche des Patriotes démocrates, l'un des douze partis qui constituent la coalition du Front populaire, a été abattu mercredi lorsqu'il quittait sa maison dans le quartier Jebel al-Jaloud de Tunis pour se rendre au travail. Son assassin a pris la fuite à moto.

Si personne n'a revendiqué l'assassinat, la veuve de Belaid a accusé le gouvernement du parti Ennahda de s'être allié à des salafistes d'extrême-droite pour assassiner son mari. Belaid avait fortement critiqué Ennahda, parti issu des Frères musulmans, pour avoir laissé des salafistes attaquer des cinémas des théâtres, des bars et des groupes laïcs ces derniers mois. Il avait publiquement déclaré qu'il était la cible de menaces de mort répétées et avait demandé la protection de la police.

Plus de 50.000 personnes se sont rassemblées près du foyer de Belaid vendredi et ont défilé jusqu'au cimetière de Jallaz, où il a été enterré. Ils scandaient des slogans anti-gouvernementaux et révolutionnaires comme «Le peuple veut une nouvelle révolution» et «Le peuple veut la chute du régime».

Le cortège funéraire demandait également «Du pain, la liberté et la justice sociale», l'un des principaux slogans de la révolution de 2011. À l'enterrement, les manifestants ont appelé Rachid Ghannouchi, chef d'Ennahda, «un boucher et un meurtrier».

De manière inquiétante, un représentant d'Ennahda a déclaré sur la chaîne Al Jazeera que cette violence était la faute de «mains étrangères» et a affirmé, «Il y a des appareils de renseignement étrangers qui opèrent en Tunisie.»

Deux hélicoptères de sécurité ont survolé la manifestation et le régime a mobilisé l'armée, au lieu des forces de sécurité de la police qui sont haïes de la population, pour contenir l'imposant cortège funéraire. Cependant, la police a tiré des lacrymogènes contre des manifestants en bordure du cortège devant le cimetière, ainsi que contre des manifestants qui se dirigeaient vers le ministère de l'Intérieur. Un porte-parole du gouvernement a dit que la police avait arrêté 150 manifestants à Tunis.

La police a tiré des lacrymogènes pour disperser des manifestants antigouvernementaux dans la ville de Gafsa au Sud, un des centres de l'industrie de la potasse qui est essentielle dans ce pays et un bastion des partisans de Belaid. À Sousse, des manifestants ont demandé la démission du gouverneur provincial.

Quelque 10 000 personnes ont défilé à Sidi Bouzid, la ville du Sud connue pour être le lieu de naissance de la révolution tunisienne. C'est là qu'en décembre 2010 Mohammed Bouazizi s'était immolé pour protester contre la confiscation par la police de son chariot de légumes. La mort de Bouazizi avait déclenché une explosion des manifestations populaires et des grèves que l'UGTT liée au pouvoir n'avait pas pu contenir et avait entraîné la fuite de Ben Ali le mois suivant.

A peine quelques semaines plus tard, la révolution éclatait en Égypte, entraînant la chute du dictateur Hosni Moubarak, soutenu par les États-Unis et Israël. Les événements actuels en Tunisie, impliquant le plus grand nombre de personnes depuis ceux de la fin 2010 et du début 2011, se produisent quelques jours à peine avant le second anniversaire de la chute de Moubarak.

Le meurtre de Belaid a été un choc pour le pays et l'élément déclencheur d'une explosion de colère sociale rentrée qui couvait depuis peu après l'arrivée au pouvoir d'Ennahda, ayant récolté le plus grand nombre de voix lors des élections d'octobre 2011 à l'assemblée constituante. La source de la colère n'était pas seulement l'usage par le gouvernement de la répression policière et la violence des salafistes contre leurs opposants. Plus fondamentalement, elle venait de l'absence de tout remède au chômage de masse et à la pauvreté écrasante qui avaient déclenché le soulèvement ouvrier qui avait fait chuter la dictature en place depuis 25 ans et soutenue par l'occident de Zine el-abidine Ben Ali il y a seulement deux ans.

Le régime islamiste en Tunisie, tout comme le régime des Frères musulmans de Morsi en Égypte, est un régime bourgeois soutenu par Washington. Le gouvernement d'Ennahda a soutenu la guerre des États-Unis et de l'OTAN pour un changement de régime en Libye. Il est actuellement en négociations sur les termes d'une promesse de prêt du Fonds monétaire international et qui inclura des mesures d'austérité contre les travailleurs tunisiens.

Quelques heures après la nouvelle de l'assassinat de Belaid mercredi, des barricades ont été érigées à Tunis et la foule a attaqué des locaux d'Ennahda dans au moins 12 villes. Jeudi, le premier ministre Hamadi Jebali, secrétaire général d'Ennahda, a annoncé à la télévision nationale qu'il prévoyait de dissoudre son gouvernement et de le remplacer par un gouvernement non-élu de technocrates pour diriger le pays en attendant les élections parlementaires prévues en juin.

Cette annonce, qui cherchait à calmer le mécontentement populaire, n'a fait que l'attiser. Des centaines de jeunes ont ravagé un commissariat du centre de Tunis, lançant des meubles, des dossiers et du matériel dans la rue. La police a réagi en tirant des lacrymogènes.

À Gafsa, des centaines de manifestants armés de pierres se sont mesurés à des policiers anti-émeutes tirant des lacrymogènes. L'armée a été déployée pour contenir les manifestations de masse à Sidi Bouzid.

La crise du régime tunisien a été accentuée jeudi soir lorsque l'appel du premier ministre Jebali à un gouvernement «non-partisan» et technocratique a été répudié par son propre parti. Le parti Ennahda a publié un communiqué déclarant que la Tunisie a besoin d'un «gouvernement politique» s'appuyant sur les résultats des élections d'octobre 2011.

Le même jour, quatre groupes d'opposition, le Front populaire de Belaid, l'Appel

pour la Tunisie (*Nidaa Tounes*), le parti *Al Massar* et le Parti républicain ont annoncé qu'ils se retiraient de l'assemblée constituante et appelaient à une grève générale. L'UGTT, craignant que les manifestations populaires ne se développent en un nouveau soulèvement révolutionnaire, a annoncé une grève générale d'un jour pour vendredi pour tenter de contenir le mouvement.

Le bloc du Front populaire est mené par le Parti ouvrier maoïste, dirigé par Hamma Hammami. Hammami et son parti servent depuis longtemps à détourner tout mouvement indépendant de la classe ouvrière et à maintenir les travailleurs tunisiens sous le contrôle des factions libérales et laïques de la bourgeoisie. C'est précisément le rôle qu'ils jouent dans la crise actuelle.

L'un des quatre partis bourgeois d'opposition auxquels le Front populaire est allié, *Nidaa Tounes*, est dirigé par Béji Caïd Essebsi, 86 ans, un haut fonctionnaire qui a longuement servi les régimes dictatoriaux d'Habib Bourguiba et de Ben Ali.

Vendredi, le Premier ministre Jebali a réitéré son appel à un nouveau gouvernement d'une manière quelque peu différente. Il a dit qu'il ne demanderait pas l'accord de l'assemblée constituante et s'est déclaré confiant d'obtenir le soutien de son parti parce qu'il ne dissolvait pas son gouvernement mais ne faisait que remplacer tous ses membres. Cependant, il a indiqué que si son plan était bloqué, il démissionnerait de son poste de premier ministre.

Barry Grey

Article original, [WSWS](#), paru le 9 février 2013

Copyright © 2013 Global Research